le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 22 novembre 2015 N° 417 PRIX : 0,60 Euro

MALI

LA DÉMAGOGIE D'IBRAHIM BOUBACAR KEITA

APRÈS LE MASSACRE À L'HÔTEL RADISSON

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Editorial

Mali :

La démagogie d'Ibrahim Boubacar Keita après le massacre à l'hôtel Radisson

Page 3

Sénégal : Face à la montée de la menace terroriste

Page 4

Côte d'Ivoire :

-FS-PALMCI : Une fédération syndicale pour quoi faire ?

-« Journée Mondiale des toilettes » : C'est le patronat et le gouvernement qu'il faut sensibiliser en premier (page 5)

Page 6

Aide au développement, un gros mensonge

Page 7

L'Apatride est une injustice à laquelle il est urgent de mettre fin

Page 8

Les attentats ignobles de Paris : Quand la barbarie du monde nous rattrape

ABONNEMENT

France : (En tarif réduit)

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

Notre site internet: www.uatci.org

é d i t o r i a l

MALI

LA DÉMAGOGIE D'IBK APRÈS LE MASSACRE À L'HÔTEL RADISSON

Le 20 novembre dernier, un hôtel de luxe, le Radisson Blu, situé dans le quartier d'affaires de Bamako, a été frappé par un attentat terroriste perpétré par un groupe de djihadistes. Selon le bilan communiqué par le président IBK, 21 personnes y ont perdu la vie, dont 19 clients de l'hôtel et deux assaillants. n

Ce massacre a, à juste titre, indigné et révolté la population bamakoise. La peur et l'inquiétude s'installent dans tous les quartiers face à cette insécurité grandissante. Ceux qui ont fui la terreur des islamistes dans le nord du Mali pour venir se réfugier à Bamako en croyant y trouver un peu de calme et de sécurité sont de nouveau hantés par la reprise de la violence aveugle.

Ceux qui ont commis cet acte odieux à l'hôtel Radisson sont en effet des ennemis des travailleurs et de la population pauvre. Ce sont ces mêmes gens, ou leurs semblables, qui avaient commis le 5 mars dernier un attentat similaire dans un restaurant de Bamako, faisant 5 morts. Ce sont aussi des groupes armés s'inspirant des mêmes idées barbares qui avaient pris le pouvoir dans les principales villes et localités du nord du Mali en 2012 en soumettant la population à la charia, interdisant aux filles d'aller à l'école, aux jeunes de jouer au ballon, à la population de regarder la télévision, aux femmes de sortir seules. Ils ont semé la mort et la terreur là où ils ont réussi à prendre le pouvoir.

Ces gens-là peuvent changer de dénomination selon leurs intérêts du moment et selon les pays et les régions où ils sévissent, mais sur le fond ce sont des criminels s'inspirant des « valeurs islamiques » qu'ils veulent imposer par la force à tout le monde. Ils prolifèrent sur le terreau de la misère en recrutant des jeunes issus des familles déshéritées qu'ils transforment en bombes vivantes. Ils ont déjà causé des milliers de morts au Nigéria et au Cameroun. Ils sèment également la terreur au Tchad, au Niger et progressent dans les autres pays du Sahel. Ce sont aussi des groupes s'inspirant des mêmes « valeurs » qui ont semé la mort à Paris le 13 novembre dernier.

Imitant la gravité et le discours de François Hollande le lendemain des massacres à Paris, IBK a décrété trois jours de deuil et dix jours d'état d'urgence. Il a promis de poursuivre ceux qui ont commis ces meurtres en vantant « le courage » des forces armées maliennes. En réalité c'est une brigade spécialisée des forces françaises basée dans un autre pays sahélien qui est venue à la rescousse de l'armée malienne pour superviser les opérations dans cet hôtel. L'état d'urgence ne servira tout au plus qu'à permettre aux forces de l'ordre de racketter un peu plus les populations en toute impunité.

Le président malien a exhorté la population à rester unie derrière lui et à lui faire confiance pour la défendre « au-dedans comme en dehors

du Mali ». Mais les travailleurs et la population pauvre du Mali n'ont aucune raison de faire confiance à ce valet de l'impérialisme français qui s'est surtout illustré par sa capacité à dilapider les caisses de l'Etat pour son profit personnel et pour ceux de son clan de prédateurs.

SÉNÉGAL

FACE À LA MONTÉE DE LA MENACE TERRORISTE

Selon les services de renseignements français certains dignitaires religieux sénégalais dont les conversations téléphoniques ont été interceptées, seraient impliqués dans les violences commises par des groupes armés islamistes dans la région du lac Tchad. Un proche de Jean-Yves Le Drian, le ministre français de la Défense, affirme que le Sénégal serait même devenu «une cible majeure» pour ces groupes.

Les autorités sénégalaises ont procédé à quelques arrestations d'imams considérés comme radicaux. Dans la foulée, le gouvernement a décrété l'interdiction du port de voile intégral. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, cette mesure n'a pas du tout déplu aux marabouts des grandes confréries religieuses du Sénégal. A Touba et à Tivaouane (fiefs des Mourides et des Tidjanes), l'interdiction du port de voile intégral est plutôt approuvée car selon ces défenseurs de « l'islam traditionnel sénégalais », cette pratique est venue « de l'extérieur » (comme si l'Islam lui-même ne serait pas venu de l'extérieur !).

En effet, ce n'est que tout récemment, au tournant des années 2000 qu'on voit au Sénégal de plus en plus de femmes voilées de la tête aux pieds. C'est une pratique minoritaire que les dirigeants de la secte Ibadou Rahmane (financés par les pays du golfe arabique) imposent à leurs adeptes de sexe féminin. L'empiètement de cette secte sur leurs platebandes ne plait pas aux « marabouts Cadillac » de Touba et de Tivaouane. Du coup ils incitent leurs fidèles à se méfier de ces concurrents non désirés.

Encouragés par ces prises de positions, certains maires, préfets et autres dignitaires de l'administration, ont pris les devant pour faire la chasse aux filles et aux femmes qui portent le voile intégral. Cela ne fait qu'encourager les hostilités de certaines catégories de la population à l'égard des femmes et des filles de la secte des Ibadou. Certaines d'entre elles ont été caillassées. Jusqu'à présent on n'a pas encore observé de violence physique à leur encontre. Mais rien ne dit que demain cela ne changera pas, surtout si la menace terroriste se fait jour au Sénégal et surtout si les grands marabouts donnent le signal du départ des hostilités.

Ce qui est important c'est que quel que soit la suite des évènements au Sénégal, les travailleurs, quelle que soit leur religion, ont intérêt à se méfier aussi bien des dignitaires religieux que de la démagogie des politiciens pour ne pas se laisser diviser. Ils ont tout intérêt à rester unis pour défendre leurs intérêts d'exploités et pour arracher des revendications communes allant dans le sens de l'amélioration des conditions d'existence de tous les exploités et des opprimés.

.

UN RAPPORT QUI NE FAIT PAS DE LA PUBLICITÉ POUR MACKY SALL

Un récent rapport du FMI (Fonds monétaire international) classe le Sénégal parmi les 25 pays les plus pauvres de la planète. Cela n'a pas plu au président Macky Sall au point qu'il a qualifié ce rapport d' « absurde ». Depuis qu'il a pris la place de l'ancien président Adoulaye Wade, il ne cesse de vanter sa « bonne gouvernance » et de promettre que le Sénégal va bientôt entrer grâce à lui dans le club des pays dits « émergents ». Et voilà que tout ce baratin s'écroule à la suite de la publication du rapport du FMI

Déjà en 2014 un autre rapport, celui de la Banque Mondiale en matière de « climat des affaires », reléguait le Sénégal dans les derniers

Pénurie d'eau dans un quartier pauvre de Dakar

rangs. Effectivement tous ces rapports ne constituent pas une publicité pour le régime de Macky Sall mais il ne peut pas trop se fâcher contre ces institutions financières car il a besoin de leurs « aides » et de leurs prêts financiers ne serait-ce que pour renflouer les caisses de l'État et payer plus ou moins régulièrement les employés de la Fonction publique.

Les dirigeants des principaux partis d'opposition se réjouissent de ces publicités négatives sur la gestion du pouvoir par Macky Sall et ne se privent pas de blâmer sa « mauvaise gouvernance ». Mais eux aussi ont été au pouvoir, certains avec Abdou Diouf, d'autres avec Abdoulaye Wade, voire même avec l'un puis avec l'autre. Ils ont surtout brillé dans l'art et la manière de dilapider les caisses de l'État pour leur enrichissement personnel. Leur train de vie de nabab n'est qu'une petite illustration de cette prédation.

Les travailleurs des villes et des campagnes comme la population pauvre en général n'ont aucune raison de compter sur ces gens-là, ceux du pouvoir comme ceux de l'opposition parlementaire, pour sortir de la misère qui s'aggrave d'année en année. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leur capacité de s'organiser et de lutter pour améliorer leurs conditions d'existence

CÔTE D'IVOIRE

FS-PALMCI : UNE FÉDERATION SYNDICALE POUR QUOI FAIRE ?

La « Fédération des syndicats de Palmci » (FS-Palmci), a organisé son premier congrès le 20 et 21 novembre.

Palmci est la première entreprise en Côte d'Ivoire dans la production et le traitement de la graine de palme. La famille Billon, dont l'un des membres est ministre dans l'actuel gouvernement de Ouattara, en est la propriétaire. Elle possède des milliers d'hectares de plantations de palmiers et aussi de nombreuses huileries réparties dans les différents endroits de production. Cette entreprise emploie ainsi des milliers d'ouvriers agricoles et d'ouvriers d'usines.

Les différents syndicats qui coexistent au sein de cette entreprise auraient ainsi décidé de se donner une direction unique. En effet, cette « fédération » des forces peut être intéressante pour les travailleurs. Mais cela, à condition que cette union soit motivée dans l'objectif de se donner plus de force et être en meilleure capacité de défendre leurs intérêts face à l'exploitation capitaliste qu'ils subissent.

Mais ce n'est manifestement pas le cas pour cette fédération-ci. Autrement, les travailleurs n'auraient pas demandé que le président de ce 1er congrès soit le DG de Palmci lui-même, c'est-à-dire celui qui les exploite. D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si aux cérémonies d'ouverture et de clôture du congrès, étaient aussi présents des notabilités dont le maire de Yopougon et d'autres gens de son acabit.

Ce n'était pas non plus un hasard si le thème de ce 1er congrès était : « quel syndicalisme pour les nouveaux défis de développement ? », autrement dit, en plus clair, « quel syndicalisme pour la défense des intérêts du patron ?».

D'ailleurs, ce n'est tout de même pas pour les beaux yeux des travailleurs que le patron a payé l'hôtel Assonvon durant deux jours, pour la tenue de ce congrès !

Il est vrai que de nombreux travailleurs en Côte d'Ivoire pensent qu'ils se défendraient mieux avec un boss à la tête de leur syndicat.

Mais sans aller dans une caricature grotesque comme ici où c'est carrément le DG qui est mis à la tête d'un syndicat, beaucoup de travailleurs pensent qu'un sous-préfet, un maire, un avocat, un notaire à la tête de leur syndicat serait mieux que s'ils dirigeaient leur syndicat eux-mêmes. Pourquoi ? Parce qu'ils pensent que le fait de porter une cravate, le fait d'avoir une grosse voiture, le fait de posséder l'art de bien parler et d'avoir des bonnes relations, ce boss serait ainsi plus apte à défendre les intérêts des travailleurs devant l'administration, devant l'Inspection du travail, la justice ou la police, en cas de problème.

Les travailleurs de cette entreprise sont loin d'être les seuls à penser ainsi. Le principal syndicat dans ce pays, l'Ugtci, a toujours eu à sa tête un boss. Il a toujours eu de bonnes relations avec le pouvoir et le patronat. Ce n'est pas pour autant que les travailleurs vivent aujourd'hui bien. On peut même dire que c'est exactement le contraire. De plus en plus de travailleurs sont plongés dans la misère, leur vie devient chaque jour plus précaire.

En réalité, c'est le mauvais rapport des forces entre les travailleurs et le patronat qui est la cause de la mauvaise situation actuelle des travailleurs. Pour changer ce rapport en leur faveur, les travailleurs auront à mener des mouvements de grèves, en entrainant toujours un plus grand nombre de travailleurs, au-delà de leur corporation, de leur religion, de leur origine, de leur ethnie, de leur nationalité et de leur appartenance politique. Seuls des travailleurs déterminés, mobilisés et organisés, capables d'attaquer le patronat là où ça lui fait le plus mal, en touchant à ses profits, ont une chance de changer leur vie !

Un boss aussi avenant qu'il puisse être envers les travailleurs, il est en réalité étranger à leurs problèmes. Il ne peut pas comprendre leurs douleurs et leurs souffrances car il ne vit pas le quotidien des travailleurs, c'est-à-dire l'exploitation féroce, les injustices, des conditions d'existence digne de l'esclavage.

Un ancien travailleur qui a vécu cette expérience disait, à propos de ce genre de boss, que les travailleurs, même pour aller le voir dans sa belle villa, doivent d'abord affronter le chien qui garde sa villa. Et celui-ci aboiera d'autant plus fort qu'il sentira l'odeur des pauvres ! Et s'ils parviennent à y entrer, c'est dans l'arrière-cour que ce « groto » les recevra, de peur que ces travailleurs ne viennent salir son salon !

De plus, un riche qui aiderait ainsi les travailleurs aura nécessairement d'autres calculs derrière la tête, pour ses propres intérêts.

Alors, s'ils ne veulent pas se faire rouler dans la farine par les « grotos », les travailleurs ont tout intérêt à ne faire confiance qu'en eux-mêmes, en leur classe sociale. C'est de cette classe sociale exploitée que sortiront les éléments les plus conscients pour bâtir l'organisation qu'il faut à la classe ouvrière pour défendre ses intérêts dans tous les domaines.

« JOURNÉE MONDIALE DES TOILETTES » C'EST LE PATRONAT ET LE GOUVERNEMENT QU'IL FAUT SENSIBILISER EN PREMIER

Une « journée mondiale des toilettes » a été célébrée récemment. A cette occasion, Une campagne de sensibilisation des populations a été lancée sur l'importance de toilettes hygiéniques. La presse a relayé cela partout. On nous apprend que 55,9 % des gens en milieu rural vont faire leurs besoins en brousse. Donc on les a exhortés à arrêter de faire leurs besoins dans la nature. Comme si de simples exhortations suffiront à résoudre le problème de ces populations qui vivent de surcroit dans des villages où l'Etat est incapable de réaliser ne serait-ce qu'un caniveau.

Ce que les journalistes ne veulent pas dire, c'est que ce n'est pas seulement dans les zones rurales que les gens font les besoins dans la nature. A l'université de Cocody où sont formés pourtant les futurs diplômés du pays, les étudiants font aussi leurs besoins dans la brousse. Plus de 150 milliards de francs ont été engloutis dans la réparation de cette université sans que ces gens-là pensent à construire des toilettes. Dans les écoles publiques, il y a quelque fois des toilettes, mais elles ne sont jamais entretenues. Résultat, là encore les élèves

sont obligés de faire leurs besoins dehors. Dans les quartiers pauvres, il n'y a pas d'égouts pour évacuer les eaux usées, les toilettes sont reliées à des puits perdus qui se remplissent à tout moment et qu'il faut vidanger, ce qui ne rend pas facile la pratique de l'hygiène.

Dans les zones industrielles, rares sont les usines où il y a des toilettes en bonne et due forme. L'hygiène dans les toilettes, c'est le dernier des soucis des patrons. Pour eux, il n'y a que le profit qui compte.

Alors ces gens-là peuvent pérorer sur la propreté et l'hygiène publique, et pourtant ce sont eux les premiers responsables de cette situation.

T C H A D

LA GRÈVE DES FONCTIONNAIRES CONTINUE

Depuis plus de dix ans, les fonctionnaires perçoivent leurs salaires dès la fin du mois. Mais depuis plusieurs mois, les versements de salaires accusent de 7 à 15 jours de retard. Les fonctionnaires, en particulier les enseignants, en ont marre d'attendre.

La Confédération indépendante des syndicats du Tchad (CIST) qui a pris en compte leur attente, a lancé au début de ce mois une grève jusqu'à la satisfaction de leurs revendications, à savoir le versement régulier des salaires et le paiement des primes des examens et concours.

La CIST, qui a rencontré cette semaine le ministre des Finances et du Budget, lui a fait bien savoir que ces deux revendications ne sont pas négociables, et que tant que les fonctionnaires, à Ndjaména comme dans le reste du pays n'ont pas reçu la totalité de leurs salaires, il n'est pas question d'appeler à la reprise du travail.

Le ministre, de son côté a fait savoir que les retards sont dus à certaines banques qui ne font pas correctement leur travail. Quant au gouvernement il laisse entendre, à travers les médias d'État et à travers les déclarations de ses dirigeants que si l'argent manque dans la caisse de l'État, c'est à cause de la chute du prix de l'or noir sur le marché mondial ou que la collecte des impôts est mal répartie, en conséquence de quoi, la CIST doit demander à ses membres de patienter.

Ce n'est là que des prétextes mensongers. L'argent ne manque pas au Tchad mais il se trouve entre les mains des dirigeants du régime. Un individu comme le frère cadet du dictateur Idriss Deby placé par son grand frère à la tête de la douane détient des milliards de francs CFA dans son compte personnel. Mais le plus grand des voleurs est bien sûr Idriss Deby, et des membres de sa famille et de son clan.

Une partie des grosses sommes qu'ils détiennent frauduleusement pourrait satisfaire largement les revendications des fonctionnaires. Mais cela il ne faut pas compter sur Deby pour le faire.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT, UN GROS MENSONGE

Les représentants des pays de l'Union européenne et de l'Union africaine se sont réunis les 11 et 12 novembre à La Valette, dans l'île de Malte, pour discuter de la façon de diminuer le nombre de migrants qui viennent du continent africain. À cette fin les États européens ont décidé de créer un fonds de 1.8 milliard pour soi-disant aider les économies locales en Afrique. Cette somme dérisoire est sensée favoriser le développement des États africains. Cela est sensé dissuader les candidats à l'immigration vers l'Europe et éliminer le trafic sur la Méditerranée avec les milliers de morts que cela entraine.

Les États africains, en échange, auront l'obligation de coopérer au retour des migrants expulsés d'Europe. Pour cela les 10 pays concernés doivent envoyer en Europe des officiers d'immigration chargés de déterminer la

nationalité des migrants pour les renvoyer plus efficacement.

Une partie de cette aide devra servir à mettre en place l'enregistrement et le fichage moderne de la population afin de mieux la contrôler. En fait, les États européens veulent que les dictateurs d'Afrique fassent le contrôle des migrants, le gendarme dès le départ. Kadhafi était payé en son temps pour faire ce genre de basse besogne. Et il le faisait dans des conditions féroces en plein désert. Cela ne lui a pas porté chance. Trop turbulent aux yeux des grandes puissances, ils l'ont éliminé.

Les États impérialistes veulent que les dictateurs d'Afrique emprisonnent les populations pauvres dans la misère dans leurs États, pour qu'eux continuent tranquillement, sans être dérangés, à piller les richesses au profit de la bourgeoisie du monde occidental. Lorsque les dirigeants africains pleurnichent pour obtenir une « aide au développement », ils pensent surtout aux détournements auxquels ils pourront se livrer.

L'APATRIDIE EST UNE INJUSTICE À LAQUELLE IL EST URGENT DE METTRE FIN

Aujourd'hui en Afrique, de plus en plus de personnes n'ont pas droit à une nationalité et sont donc considérées comme étant apatrides. Ce phénomène frappe surtout des gens pauvres dont les ancêtres étaient originaires de pays limitrophes.

Une conférence régionale sur l'apatridie à Abidjan

A Madagascar par exemple, de tout temps il y a eu une immigration de population venant des îles Comores situées dans le proche voisinage. A l'époque où la même puissance coloniale, la France, dominait ces deux pays, les va-et-vient de part et d'autre étaient même encouragés au gré des besoins en main d'œuvre des capitalistes français établis sur place. Il n'existait pas de frontière à proprement parler entre ces deux pays à peine séparés par un petit bras de mer. En 1960 lorsque l'indépendance de la Grande Île fut accordée, de nombreuses personnes se sont établies à Madagascar, ont eu des enfants puis des petits enfants sur le sol. Leur nombre est tellement important qu'il est coutume de dire qu'ils représentent la 19e composante ou tribu du pays.

Mais toutes ces personnes ne bénéficient pas de la nationalité malgache et donc sont considérées comme des apatrides. Les adultes sont de ce fait écartés de nombreuses professions. Lors de leurs déplacements à l'intérieur du pays ou vers l'extérieur, ils sont en permanence confrontés à de multiples tracasseries qui empoisonnent leur existence. Ils sont des proies faciles pour les fonctionnaires véreux qui leur extorquent des sommes d'argent dans chacune de leurs démarches.

Souvent leurs enfants n'existent pas dans les registres et sont donc marginalisés, privés de droits y compris scolaires et vulnérables à divers types d'exploitation.

En 1976 lorsqu'une crise avait basculé les classes pauvres dans une grave misère, le pouvoir de Ratsiraka avait réussi à détourner la colère contre cette communauté cataloguée comme comorienne, même si elle est parfaitement intégrée et se sent malgache. Cela s'est traduit par des dizaines de morts dont témoigne encore aujourd'hui un monument à la périphérie de la ville de Majunga (Nord-ouest).

Aujourd'hui de nombreuses personnes n'acceptent plus de continuer à être privées du droit élémentaire qu'est celui d'être considéré comme étant citoyen de ce pays où ils sont nés et où ils ont grandi depuis plusieurs générations. Avec l'appui de l'ONU ils réclament haut et fort la fin des dispositions discriminatoires à l'accession à la nationalité. Le gouvernement malgache vient d'annoncer que l'Assemblée nationale se réunira avant la fin de cette année pour réviser le code d'accès à la nationalité.

Mais Madagascar n'est pas le seul dans ce cas. En Côte d'ivoire par exemple il y aurait 700 000 personnes confrontées à ce problème. La moitié d'entre elles sont les enfants ou les petits enfants de ressortissants déplacés en masse depuis la Haute Volta, leur terre d'origine, par les colonisateurs français. C'était l'époque où ceux-ci voulaient satisfaire les besoins en main d'œuvre corvéable des grandes exploitations de café et de cacao entre les mains des riches propriétaires issus de la métropole. C'était aussi l'époque où Abidjan s'agrandissait et où le besoin en bras se faisait sentir pour construire un port en eau plus profonde afin d'exporter ces denrées dont ce pays était le 1er producteur du continent.

Une fois l'indépendance acquise, ces travailleurs ont progressivement adopté ce pays et s'y sont établis surtout qu'à leur époque la contrée où ils étaient nés n'était pas considérée comme un pays à part par les colonialistes. Chacune des deux parties n'était séparée que par une subdivision administrative.

L'autre moitié de ceux qui ne bénéficient pas de la nationalité ivoirienne sont des personnes qui quand elles étaient en bas âge ont été trouvées sans parents. Pour obtenir des papiers en règle il leur faut accomplir des démarches juridiques et remplir des conditions difficiles à réunir.

L'apatridie peut signifier une vie sans éducation, ni soins de santé ou emploi formel, une vie sans liberté de mouvement et perspective d'avenir. Il y a aussi l'insécurité permanente face aux forces de l'ordre qui sont méprisantes à leur égard. Le gouvernement ivoirien a promis d'assouplir les dispositions nécessaires en vue de favoriser leur intégration en tant que citoyen à part entière. Mais entre les paroles et les actes il y a parfois un fossé, celui-ci ne sera comblé que grâce à la mobilisation de tous.

Il y a des patrons qui profitent de la situation actuelle pour diviser les travailleurs entre nationaux et non nationaux. Ils sont contents de pouvoir faire accepter des bas salaires et des mauvaises conditions de travail à ceux qui sont les plus vulnérables. Heureusement qu'ils n'ont pas toujours les mains libres car entre les travailleurs, du fait qu'ils vivent la même exploitation, qu'ils se connaissent, se côtoient et vivent dans les mêmes cours communes des quartiers populaires, il existe une solidarité parfois bien réelle et c'est cela qui est porteur d'espoir et fera bouger les choses

.

LES ATTANTATS IGNOBLES DE PARIS

Nous avons vécu dans la soirée du 13 novembre dernier, les actes barbares commis par un groupe armé lié à « Daesh » et ayant fait à ce jour 130 morts et plus de 300 blessés. Ils l'ont fait sauvagement dans des lieux publics comme une salle de concert, le Bataclan, dans plusieurs cafés restaurants de Paris et au Stade de France. Au sujet de ces actes de sauvagerie nous reproduisons ci-dessous l'éditorial de nos camarades de Lutte Ouvrière du 16 novembre.

QUAND LA BARBARIE DU MONDE NOUS RATTRAPE

Au moins 129 morts et plus de 300 blessés ; les terroristes qui ont frappé vendredi soir ont tué froidement et méthodiquement le plus de femmes et d'hommes qu'ils ont pu : ceux qui étaient en terrasse, les spectateurs du Bataclan, ceux qui se trouvaient au Stade de France.

Ils ont tué indistinctement, au hasard, pour terroriser. Face à un tel déferlement de barbarie, on ne peut être que saisi d'horreur. Rien ne peut justifier de telles tueries. Ces actes viennent d'ennemis de toute l'humanité et par conséquent d'ennemis des travailleurs.

Alors que nous sommes tous bouleversés, les principaux dirigeants profitent de cette émotion pour que l'on se taise et se range derrière leur politique. Lundi après-midi, toute la classe politique s'est solennellement réunie en Congrès pour en appeler à l'unité nationale derrière elle. La veille, Hollande avait reçu Sarkozy et Le Pen à l'Élysée.

Ils nous parlent d'unité, mais est-ce que la droite et le FN vont cesser leur surenchère nauséabonde contre les musulmans et les étrangers ? Est-ce que le gouvernement mettra fin à ce climat de méfiance généralisée ? Bien

sûr que non ! Avec l'état d'urgence et le durcissement des mesures policières, il faut s'attendre à la multiplication des contrôles au faciès et à la suspicion généralisée qui fera le lit des pires racistes.

Pour Hollande, Sarkozy et Marine Le Pen, « l'unité nationale » consiste à s'unir derrière eux pour faire la guerre. Même si la droite et le FN critiquent la politique de Hollande qui serait encore trop laxiste, ils nous ordonnent tous de faire bloc derrière l'État et de soutenir l'effort de guerre, d'accepter l'état d'urgence et la limitation des libertés. Et si on ne soutient pas cette voie guerrière, c'est qu'on est avec les ddjihadistes, accusent-ils !

Eh bien, ne nous laissons pas impressionner par ce genre de chantage ! Il faut dénoncer ET les terroristes, ET les responsabilités de l'État français.

Les ddjihadistes de Daech exercent une des dictatures les plus féroces qui soient dans les régions qu'ils dominent. Ils rackettent les populations, les forcent à vivre selon des préceptes moyenâgeux, réduisent les femmes en esclavage et liquident ceux qui ne pensent pas comme eux. Leurs victimes sont autant musulmanes que chrétiennes, preuve s'il en fallait qu'il ne s'agit ni d'un « choc des civilisations » ni « d'une guerre de religions » mais d'une lutte pour le pouvoir et pour les richesses de la région.

Mais ces monstres ne sont pas sortis de rien. Pour maintenir leur domination dans cette région du Moyen-Orient qu'ils avaient colonisée, les dirigeants des pays impérialistes n'ont jamais hésité à s'appuyer sur les pires régimes, sur des dictatures moyenâgeuses comme l'Arabie saoudite ou sur l'État d'Israël qui opprime le peuple palestinien.

Et lorsque cela les arrangeait, ils ont armé des groupes et manœuvré pour faire naître des oppositions. En Irak, les États-Unis ont renversé Saddam Hussein, détruit son armée et mis en place un régime qui a exclu les sunnites. On retrouve aujourd'hui ces derniers à la tête de Daech.

Les grandes puissances ont déclenché la « guerre contre le terrorisme » il y a 14 ans, après l'attentat du World Trade Center. À l'époque, il y avait un ou deux foyers terroristes. Aujourd'hui, il y en a des dizaines. Loin d'éradiquer le terrorisme, ces interventions impérialistes les nourrissent.

Il y a un mois, des terroristes frappaient en Turquie, faisant 97 morts. Il y a quinze jours, un avion russe se crashait sur le Sinaï : 224 morts. Jeudi dernier, à Beyrouth, une bombe a fauché 43 personnes. Quant à la guerre en Syrie, elle a déjà fait 250 000 morts. Alors, non, la barbarie n'est pas montée d'un cran depuis qu'elle a frappé Paris, elle nous a rattrapés.

La France ne peut pas être un îlot de sécurité et de paix dans un océan de misère et de guerres. Un monde où 67 familles possèdent l'équivalent de ce qu'ont, pour survivre, 3,5 milliards d'êtres humains, un monde où l'Afrique et le Moyen-Orient sont des eldorados convoités par les capitalistes mais des enfers pour leurs populations, ne peut qu'engendrer des monstruosités. On ne s'en débarrassera qu'en prenant le mal à la racine, c'est-à-dire à la domination de ce système économique fou.

Alors, ne nous laissons pas enrôler dans cette union sacrée des impérialistes ! Ne laissons ni Hollande, ni Sarkozy, ni Le Pen, parler en notre nom ! Il est vital que nous, les travailleurs, quelle que soit notre origine, nous nous sentions une classe unie par nos intérêts, pour nous défendre contre cette minorité qui nous exploite et plonge le monde dans la barbarie

.

******
****
****
****